



Procès verbal de l'assemblée ordinaire de délégué-e-s CGAS **samedi 25 novembre 2000 de 9h à 12h**

à la FTMH, chemin Surinam 5
(perpendiculaire à la rue de Lyon)

Présent-e-s: (50) BACHELARD Pierre UH; BARONE Charly Comedia; BIEDERMANN William Comedia; BISETTI Anne-Marie SSP-VPOD - GE; BLANK Liliane ACG; BONNUELA Josephe SIB; BUCHS Valérie SIT - GE; CASTRO Julio FTMH; CERUTTI Franco UH; CERUTTI Georgette Evelyne UH; CHARVET GONZALEZ Catherine SSP-VPOD - GE; CUTTAT Gérard SIT - GE; DA SILVA Serafin SYNA - GE; DANIELI Enzo FTMH; DARONE Louis SIB; DE ZOLT Ernes FTMH; DORET Jan SIB; ESTEVEZ Felipe SIT - GE; FAZENDEIRO Manuel SIB; FERREIRA Fernando Augusto SIT - GE; FINTZEL Richard-Henri SIT - GE; GONZALEZ José-Ramon Com-Telecom; HERREN André SIT - GE; JACQUARD Régis FTMH; JOLY Pierre APC - GE; LAFARGUE Jacques SYNA - GE; LATEO John SIT - GE; LAUNAY Hubert SSP-VPOD - GE; LAVANCHY Nicole SIT - GE; LIMA Antonio SIB; LO CONTE Antonio SIB; LOPEZ Eugenio SIB; MAILLARD Jean-Jacques Com-Telecom; MEYER René Simon ACG; MUGNY Joël SYNA - GE; NIETO-VAZQUEZ José SIB; POURANPIR Jamshid ACG; ROBERT Jacques SIB; RODRIGUEZ Agostino SIT - GE; ROHRBACH Sylvie UH; RUCHET Françoise ACG; SERRANO Miguel Com-Telecom; SOUGEY Michel SIB; SPAGNOLI Marco SIT - GE; STUCKI Monique SIT - GE; TINGUELY Willy FTMH; TISSOT Georges SIT - GE; TÜRKER Ismail Metin SIT - GE; WEBER Françoise SIT - GE; ZEKOLY Shani SIT - GE;

Ordre du jour proposé:

1. Bienvenue et adoption de l'ordre du jour.
 2. Partie statutaire avec :
 - a) présentation du rapport d'activité (du 01.07.1999 au 30.06.2000)
 - b) constitution des commissions permanentes.
 3. Le point sur les résultats obtenus lors des négociations salariales de l'automne 2000.
 4. La question de l'aménagement du territoire.
 5. Résolutions et Divers.
-

1. **Le président Georges TISSOT** ouvre l'assemblée, l'ordre du jour est accepté en l'état.
- 2 a) Pas de fumée, **pas de rapport d'activités** puisque le secrétaire s'est coupé un doigt et il n'a pas pu finaliser la saisie du texte.
- 2 b) Réunion **commission migration** mercredi à 10h30 au SIT exceptionnellement, sinon à 18h. S'y adjoigne René Meyer + Pasquale Reale + Olivier Salamin.
3. Le président donne la parole. : **dans l'horlogerie**, Jacques LAFARGUE ISCG rapporte sur la CCT est nationale : Ok avec une compensation du coût de la crise avec 61fr pour chacun. Augmentation de 0,3% des salaires y compris le renchérissement, soit 100 francs garantis au minimum. Métallurgie du bâtiment coût de la vie à 97fr, les patrons offerts 100fr mais les négociations ne sont pas terminées.

Construction, maçonnerie nationale : +100fr à tous, 40fr au mérite et comme le minimum augmente de 200fr il y a beaucoup de collègues qui bénéficieront de ces 200fr.

Jardin et parcs +200fr. Conciergerie introduction avec 4535.- du salaire minimum .

José GONZALEZ le personnel de la confédération demande 4% chez Swisscom obtenu 2,3% + 1,5% au mérite + 150fr de communications téléphoniques par mois, la moitié pour les retraités. Il rappelle qu'il y avait bien des personnes qui avaient subi des baisses de salaires jusqu'à 10%. Les salaires minimaux sont néanmoins supérieurs à 3000fr.

William BIEDERMANN : Edipress offre 1,9% à son personnel, dans les autres entreprises les négociations ne sont pas terminées. Dans la gainerie 174fr pour tous avec une nouvelle CCT avec le 13^{ème} + 1^{er} mai payé aux syndiqués. Dans les librairies c'est pas fameux.

Anne-Marie BISETTI : dans la fonction publique une pétition circule pour une indexation complète des salaires et des retraités : « considérant la progression du coût de la vie de 2,3% (octobre 2000), le plafonnement de l'indexation à 1% selon l'accord de juin 1999 avec le Conseil d'Etat, l'amélioration de la conjoncture et des finances du canton, les ponctions salariales subies par le personnel ces dernières années, les pétitionnaires demandent l'indexation des salaires et des retraites au coût de la vie dès janvier 2001 ».

Hôtellerie- restauration = on revendique + 150fr pour des salaires minimas 3020 à 3610. Récemment une proposition patronale de 180 pour les petits 120 pour les autres, mais la négociation continue pour obtenir 230 de façon à inscrire le premier minimum à 3250 et celui de 3^{ème} année dans la profession à 3520.- + une garantie de la compensation renchérissement de 2% sur 2001 et 2002.

Vente négociation à 3080, elle continue.

Agriculture 2680 revendiqués dans le CCT.

La chimie revendique 4%.

Le président : nous sommes dans une situation économique favorable, c'est le moment d'en tirer le maximum. Il a le sentiment qu'en Suisse les syndicats manquent « d'appétit ».

Ismaël TURKER pense qu'il y a une pénurie de travailleurs dans tous les secteurs et que les employeurs qui engagent aujourd'hui payent 200 à 800 fr de plus que le minimum.

4. Présentation par Jan DORET des axes formulés sur le texte distribué en assemblée. Structurellement le nombre de ménages à revenu modeste croît plus vite que les autres.

Latéo JOHN explique les constats possibles : il faut 15 ans pour mettre à disposition du logement, les terrains qui sont rapidement constructibles sont rares, il faut obtenir un déclassement de la poche de la zone agricole pour réaliser des projets répondant aux besoins de la population. Seuls les HBM restent toujours sous le contrôle de l'Etat, mais sur les 3000 décidés, seuls 1500 ont été réalisés. Par ailleurs il y a une forte diminution des logements vacants 0.8% seulement, il y a une société à deux vitesses dans ce domaine.

Jan poursuit : par ce que Genève est la ville de Suisse la plus dense, cela provoque toute une série de tensions. Utilisation de la zone villa : celle-ci étendue dans les années 60 n'est pas toute occupée, donc il faudrait un déclassement pour permettre de nouvelles réalisations. Mais cette reconversion seule ne nous permettra pas de satisfaire aux besoins. Il y a aussi une reconversion des surfaces commerciales restant en fiche ou désaffectée, mais son coût fait que cette solution n'est pas jouable - mieux vaut raser et reconstruire, 1500 fr le m3 pour du logement social c'est impossible.

Mieux vaut un pôle urbain attractif qu'une ville diffuse très étendue. La résistance au déclassement de la zone agricole provient principalement du milieu immobilier qui craint une chute de ses prix. La couronne de construction autour de notre frontière pose problème en matière de transport notamment. En terme d'urbanisme, nous devons veiller aux invariants de

façon à protéger la qualité de notre environnement à terme. Créer des lieux de dialogue pour éviter des horreurs à densification comme celles des Charmilles.

Ce qui s'est fait pour les zones industrielles devrait être réalisé aussi pour le logement : des espaces importants propriétés des collectivités avec droit de superficie pour des logements appropriés. Il faudrait aussi revoir les normes d'habilité pour rendre les logements plus attractifs, moins de salles de bains et mais pièces plus grandes. Il faut rendre les coûts du domaine du bâtiment en corrélation avec les besoins solvables de logement des gens.

Comment se fait-il que la cuisine soit à Genève considérée comme une pièce ? C'est une hérésie de compter par pièce, on devrait passer à des échelles de comparaison au m².

Valérie BUCHS : est-ce que les collectivités publiques n'ont pas la possibilité de procéder aux acquisitions envisagées ? quelle est la proportion de la zone villa par rapport aux autres zones ?

René MEYER : nous devons éviter de faire de ghettos, il faut mélanger les types de bâtis plutôt que reléguer les villas sur France ou au canton de Vaud. Faut-il maintenir l'agriculture à Genève si on n'y garde que les maraichers et qu'on ne soutient plus la production de céréales ? avec des travailleurs qui dans ce secteur ont de trop bas salaires.

Ismaël pense qu'avec les accords bilatéraux il va y avoir de profonds changements, il nous faut développer l'axe transfrontalier. Anne-Marie : dans quel délai faut-il construire les 32000 logements ? Latéo : avec 1500 logements par an, mais encore faudra-t-il tenir compte de l'évolution démographique. On ne pourra pas tout réaliser tout de suite, mais plutôt prévoir les réservoirs. De façon à planifier les aménagements (route, transport public) et de pouvoir mettre en construction au fur et à mesure.

Acquérir suffisamment de terrain à des prix raisonnables. Sur les 45% des terrains à construire n'habite que 10% de la population, qui sont en zone villa. Ici 100 à 300fr/m² contre 10fr/m² en zone agricole. Il faut anticiper sur le logement social. L'opportunité de créer une fondation publique existe, cette dernière pourrait contourner les résistances - de Cologny par exemple qui refuse de densifier son territoire.

Jacques ROBERT : se bloquer sur la position «utiliser complètement la zone villa avant de déclasser la zone agricole» revient à ne rien entreprendre vu les recours ou oppositions des voisins, promoteurs etc. Donc on ne construira nulle part. Nous devons réunir des convergences et se garder d'un « intégrisme » en matière d'aménagement du territoire.

Jan : la surface des parcelles constructibles a permis de réaménager et densifier la zone villa, mais engendra des difficultés en terme de remaniements parcellaires et d'acquisition. Latéo informe que les communes frontalières françaises envisagent déjà d'acheter des terrains pour construire des logements sociaux pour leur propres populations, une façon d'anticiper sur le possible « invasion » des villas de la classe moyenne Suisse...

Quel signal doit donner au mouvement syndical sur ces problèmes ?

Mieux vaut le soutien à des coopératives d'habitations que du subventionnement de logement à fond perdu.

Coordonner les activités des fonds de prévoyance au travers des représentants du monde salarié de façon à ce que leur politique d'acquisitions soutienne le logement social.

5. Divers

L'ATE a monté un regroupement favorable au tram 13 pour contrer le TCS qui a fait un recours auprès du Tribunal fédéral : l'assemblée décide que la CGAS adhère au comité.

Au pv Claude REYMOND, saisie effectuée ce 07-06-2019